

No. 47208

**Netherlands
and
Gabon**

Exchange of notes constituting an Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Republic of Gabon concerning the status of military and civilian personnel of the Ministry of Defence of the Contracting Parties, present in each other's territory for activities related to bilateral military cooperation. Libreville, 3 August 2009 and Yaoundé, 16 October 2009

Entry into force: *16 October 2009, in accordance with the provisions of the said notes*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Netherlands, 9 March 2010*

**Pays-Bas
et
Gabon**

Échange de notes constituant un Accord entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Gabon concernant le statut du personnel civil et militaire des Ministères de la Défense des Parties contractantes, présents dans les deux territoires pour des activités liées à la coopération militaire bilatérale. Libreville, 3 août 2009 et Yaoundé, 16 octobre 2009

Entrée en vigueur : *16 octobre 2009, conformément aux dispositions desdites notes*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Pays-Bas, 9 mars 2010*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Nr. I

RÉPUBLIQUE GABONAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRA-
TION, DE LA FRANCOPHONIE ET DE L'INTÉGRATION
RÉGIONALE

Libreville, le 3 août 2009

Réf. N° 02317 MAECFIR/SG/DAJ

Le Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale présente ses compliments à l'Ambassade du Royaume des Pays Bas à Yaoundé et, se référant à sa Note Verbale n° YAO/08/345 du 11 avril 2008, relative à la conclusion d'un accord concernant le statut du personnel civil et militaire du Royaume des Pays Bas en République Gabonaise, a l'honneur de lui faire tenir la nouvelle proposition du Gouvernement de la République Gabonaise libellée ainsi qu'il suit:

Article I

Définitions

Aux fins du présent Accord et de sa mise en oeuvre, il faut entendre par:

1. «personnel»: le personnel civil et militaire des Ministères de la Défense des Parties;

2. «personnel militaire»: le personnel militaire du Ministère de la Défense de l'Etat d'envoi, y compris le personnel militaire étranger formant partie intégrante des unités militaires de l'Etat d'envoi sur la base d'un programme d'échange;

3. «membre de la famille»: toute personne définie ou reconnue comme membre de la famille du personnel de l'Etat d'envoi par la législation de l'Etat d'envoi.

Article II

Critères d'entrée et de sortie

1. Le personnel de l'Etat d'envoi et les membres de la famille auront le droit d'entrer, de séjourner et de quitter le territoire de l'Etat hôte d'accueil. Le personnel de l'Etat d'envoi jouira de la même liberté de mouvement que les ressortissants de l'Etat hôte.

2. Les autorités de l'Etat hôte permettront au personnel de l'Etat d'envoi la libre entrée et sortie du territoire de l'Etat hôte sur présentation d'une carte d'identité en cours de validité et d'un ordre de mission individuel ou collectif. Les autorités de l'Etat hôte permettront aux membres de la famille du personnel de l'Etat d'envoi la libre entrée et sortie du territoire de l'Etat hôte sur présentation d'un passeport en cours de validité. Le personnel de l'Etat d'envoi sera exempté des droits et taxes en matière de passeports et de visa.

Article III

Discipline et Juridiction

1. La juridiction disciplinaire sur le personnel de l'Etat d'envoi restera la prérogative des autorités compétentes de l'Etat d'envoi.

2. Le personnel de l'Etat d'envoi et les membres de la famille respecteront les lois en vigueur dans l'Etat hôte et s'abstiendront de toute activité contraire à l'esprit du présent Accord et, en particulier, de toute activité politique dans l'Etat hôte. L'officier responsable du personnel de l'Etat d'envoi prendra les mesures nécessaires à cette fin.

3. Le personnel de l'Etat d'envoi et les membres de la famille jouiront de l'immunité juridictionnelle pendant leur séjour dans l'Etat hôte, conformément aux dispositions du présent Accord et seront placés, par conséquent, sous la juridiction exclusive de l'Etat d'envoi. En outre, le personnel de l'Etat d'envoi et les membres de la famille seront exemptés de procédures judiciaires de toute nature, parmi lesquelles l'extradition et la reddition, demandées par un Etat tiers suite à des faits punissables commis avant leur entrée dans l'Etat hôte.

4. Le Gouvernement de l'Etat hôte peut demander au Gouvernement de l'Etat d'envoi de lever l'immunité d'un membre du personnel de l'Etat d'envoi ou d'un membre de sa famille dans des cas revêtant une importance particulière pour l'Etat hôte. Dans un tel cas, les Parties se concerteront en vue de préserver leurs intérêts légitimes respectifs.

5. a. Si les autorités de l'Etat hôte procèdent à l'arrestation d'un membre du personnel de l'Etat d'envoi, elles en informeront l'officier responsable du personnel de l'Etat d'envoi et lui transmettront, dans les meilleurs délais, un rapport sur cette question. Si les autorités de l'Etat hôte procèdent à l'arrestation d'un membre de la famille du personnel, elles transmettront, dans les meilleurs délais un rapport sur cette question à la mission diplomatique de l'Etat d'envoi.

b. Les autorités de l'Etat d'envoi informeront les autorités de l'Etat hôte de leur décision d'intenter une action en justice à l'encontre du personnel de l'Etat d'envoi ou d'un membre de la famille, ainsi que des conclusions des procédures qui auront été engagées dans l'Etat d'envoi.

Article IV

Importation et exportation

1. L'Etat hôte renonce à prélever des droits, taxes et impôts d'importation et d'exportation ou d'autres charges pouvant être prélevées dans l'Etat hôte sur l'équipement, les matériels, les fournitures et autres biens importés dans l'Etat hôte par l'Etat d'envoi dans le cadre du présent Accord.

2. L'équipement, les matériels, les fournitures et autres biens importés dans l'Etat hôte par l'Etat d'envoi, dans le cadre du présent Accord, seront libres de tout contrôle.

3. Les bagages, effets personnels, produits et autres biens destinés à l'usage personnel du personnel de l'Etat d'envoi et des membres de la famille, importés dans l'Etat hôte, seront exemptés de droits, taxes et impôts d'importation et d'exportation ou de toutes autres charge pouvant être prélevées dans l'Etat hôte.

Article V

Armes et uniformes

1. L'Etat d'envoi est tenu de respecter les règles et les restrictions que l'Etat hôte fixera en matière d'utilisation et d'entreposage des armes et munitions.

2. Le personnel militaire de l'Etat d'envoi est autorisé à porter son uniforme militaire national dans l'exercice de sa mission officielle.

Article VI

Permis de conduire

L'Etat hôte acceptera comme valide, sans test préalable ou paiement de droits, le permis de conduire civil ou militaire courant et valide du personnel de l'Etat d'envoi et des membres de sa famille pour la catégorie de véhicules à moteur identiques à ceux pour lesquels le permis de conduire a été délivré par l'Etat d'envoi.

Article VII

Demande d'indemnités

1. Les Parties renoncent l'une envers l'autre à toute demande d'indemnités pour des dommages causés aux biens du Gouvernement utilisés par leurs forces ou pour la perte de ces biens et pour les blessures (y compris les blessures entraînant la mort) subies par leur personnel, découlant de leur mission officielle.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas si le dommage causé aux biens du Gouvernement ou la perte de ces biens ou les blessures (y compris les blessures entraînant la mort), mentionnées dans ce paragraphe, subies par le personnel, est le résultat d'une grave négligence ou d'une faute intentionnelle.

3. Les demandes d'indemnités de tiers (autres que les indemnités contractuelles) pour toute perte, tout dommage ou toute blessure causés par le personnel de l'Etat d'envoi seront réglées par l'Etat hôte pour le compte de l'Etat d'envoi, conformément aux lois et règlements de l'Etat hôte. Les coûts liés au règlement d'une telle demande seront remboursés par l'Etat d'envoi.

4. Les demandes d'indemnités de tiers pour toute perte, tout dommage ou toute blessure causés par le personnel des deux Parties dans l'exécution de leur mission officielle, seront réglées par l'Etat hôte, éga-

lement au nom de l'Etat d'envoi, conformément aux lois et règlements de l'Etat hôte. Les coûts liés au règlement d'une telle demande seront répartis équitablement entre les Parties.

Article VIII

a) Assistance médicale et dentaire

1. Le personnel de l'Etat d'envoi devra au préalable avoir été déclaré apte sur le plan médical et dentaire avant de prendre part aux activités dans l'Etat hôte.

2. Le personnel de l'Etat d'envoi recevra une assistance médicale et dentaire d'urgence gratuite pendant toute la durée de son séjour dans l'Etat hôte, dans le cadre du présent Accord.

3. Toute autre assistance médicale et dentaire, y compris l'hospitalisation, sera accordée dans les mêmes conditions que celles applicables au personnel de l'Etat hôte.

b) Décès

1. Les autorités de l'Etat d'envoi présents dans l'Etat hôte ont le droit de prendre en charge le rapatriement du corps de tout membre décédé du personnel de l'Etat d'envoi ou d'un membre de la famille, ainsi que de ses biens personnels, et pourront prendre, pour ce faire, les dispositions appropriées.

2. Il ne sera pas pratiqué d'autopsie sur le corps de tout membre décédé du personnel de l'Etat d'envoi ou d'un membre de la famille sans l'accord des autorités de cet Etat et en dehors de la présence d'un de ses représentants.

3. L'Etat hôte et l'Etat d'envoi coopèrent, dans toute la mesure du possible, pour assurer, dans les meilleurs délais, le rapatriement du corps de tout membre décédé du personnel de l'Etat d'envoi ou d'un membre de la famille.

Article IX

Arrangements détaillés

Des Arrangements détaillés concernant l'exécution d'une activité peuvent être conclus entre les Ministres de la Défense des deux Parties.

Article X

Règlement des différends

Tout différend survenant à la suite de l'application ou de la mise en oeuvre du présent Accord sera réglé en consultation entre les autorités compétentes des Parties, y compris, le cas échéant, par la voie diplomatique.

Article XI

Durée et Résiliation

1. Le présent Accord restera en vigueur pour une période d'un (1) an.

2. Chaque Partie peut mettre fin au présent Accord à tout moment, par notification écrite à l'autre Partie, en respectant un délai de préavis de trois (3) mois, à compter de la notification.

Si les présentes dispositions rencontrent l'agrément du Gouvernement du Royaume des Pays Bas, le Ministère propose que la présente Note et la Note de réponse positive de l'Ambassade, constituent un Accord entre les deux Gouvernements qui entrera en vigueur à la date de la réponse de l'Ambassade.

*Ambassade du Royaume des Pays-Bas
Yaoundé*

Nr. II

AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS

Yaoundé, le 16 octobre 2009

No. YAO/09/897

L'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Yaoundé présente ses compliments au Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale de la République du Gabon et a l'honneur de se référer à la Note Verbale du Ministère no. 02317/MAECFIR/SG/DAJ du 03 août 2009, relative à la conclusion d'un accord concernant le statut du personnel civil et militaire du Royaume des Pays-Bas en République Gabonaise, et qui était libellé comme suit:

(voir Note I)

L'Ambassade du Royaume des Pays-Bas a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale que les dispositions ci-dessus rencontrent l'agrément du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Par conséquent, ladite Note Verbale du Ministère et la présente Note Verbale de l'Ambassade constituent un accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Gabonaise dont la date d'entrée en vigueur est celle de la présente Note Verbale.

L'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Yaoundé saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale de la République du Gabon les assurances de sa très haute considération.

*Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération,
de la Francophonie et de l'Intégration Régionale
de la République du Gabon
Libreville*

[TRANSLATION – TRADUCTION]

I

GABONESE REPUBLIC

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, COOPERATION, THE FRANCOPHONIE
AND REGIONAL INTEGRATION

Libreville, 3 August 2009

Ref. No. 02317 MAECFIR/SG/DAJ

The Ministry of Foreign Affairs, Cooperation, the Francophonie and Regional Integration presents its compliments to the Embassy of the Kingdom of the Netherlands at Yaoundé and, with reference to its note verbale No. YAO/08/345 of 11 April 2008, on the conclusion of an agreement concerning the status of civilian and military personnel of the Kingdom of the Netherlands in the Gabonese Republic, has the honour to submit herewith the new proposal from the Government of the Gabonese Republic, which reads as follows:

Article I. Definitions

For the purposes of this Agreement and the implementation thereof, the following meanings shall apply:

1. “Personnel”: the civilian and military personnel of the Ministries of Defence of the Parties;
2. “Military personnel”: the military personnel of the Ministry of Defence of the sending State, including foreign military personnel forming an integral part of military units of the sending State on the basis of an exchange programme;
3. “Family member”: Any person defined or recognized as a family member of the personnel of the sending State by the laws of the sending State.

Article II. Entry and exit requirements

1. The personnel of the sending State and their family members shall have the right to enter, stay in and depart from the territory of the receiving State. The personnel of the sending State shall enjoy the same freedom of movement as nationals of the receiving State.

2. The authorities of the receiving State shall allow the personnel of the sending State free entry into and exit from the territory of the receiving State upon presentation of a valid identity card and an individual or group mission order. The authorities of the receiving State shall allow the family members of the personnel of the sending State free entry into and exit from the territory of the receiving State upon presentation of a valid pass-

port. The personnel of the sending State shall be exempt from fees and taxes on passports and visas.

Article III. Discipline and jurisdiction

1. Disciplinary jurisdiction over the personnel of the sending State shall remain the prerogative of the competent authorities of the sending State.

2. The personnel of the sending State and their family members shall respect the laws in force in the receiving State and shall refrain from any activity contrary to the spirit of this Agreement and, in particular, from any political activity in the receiving State. The officer in command of the personnel of the sending State shall take all necessary steps to that end.

3. The personnel of the sending State and their family members shall enjoy immunity from legal process during their stay in the receiving State pursuant to this Agreement and shall consequently be under the exclusive jurisdiction of the sending State. In addition, the personnel of the sending State and their family members shall be exempt from judicial proceedings of any kind, including any request for extradition or surrender submitted by a third State for offences committed prior to their entry into the receiving State.

4. The Government of the receiving State may request the Government of the sending State to waive the immunity of a member of the personnel of the sending State or of a family member in cases of particular importance for the receiving State. In such event, the Parties shall consult each other with a view to safeguarding each other's legitimate interests.

5. a. If the authorities of the receiving State take into custody a member of the personnel of the sending State, they shall so inform the officer in command of the personnel of the sending State and shall submit to that officer, without delay, a report on the matter. If the authorities of the receiving State take into custody a family member of such personnel, they shall transmit, without delay, a report on the matter to the diplomatic mission of the sending State.

b. The authorities of the sending State shall inform the authorities of the receiving State of their decision to institute legal action against the member of the personnel of the sending State or against a family member, and of the outcome of the proceedings initiated in the sending State.

Article IV. Importation and exportation

1. The receiving State shall exempt from duties, fees and taxes on importation and exportation or other charges levied in the receiving State on the equipment, materials, supplies and other property imported into the receiving State by the sending State under this Agreement.

2. The equipment, materials, supplies and other property imported into the receiving State by the sending State under this Agreement shall be free from control.

3. The baggage, personal effects, products or other goods for the personal use of the personnel of the sending State or of their family members, imported into the receiving

State, shall be exempt from duties, fees and taxes on importation and exportation or any other charges levied in the receiving State.

Article V. Arms and uniforms

1. The sending State shall respect the rules and restrictions established by the receiving State with regard to the use and storage of arms and ammunitions.

2. The military personnel of the sending State may wear their national military uniforms while performing their official duties.

Article VI. Driving permits

The receiving State shall accept as valid, without a driving test or payment of fees, the current and valid civilian or military driving permit of the personnel of the sending State or of their family members for the category of motor vehicles identical to those for which the driving permit was issued by the sending State.

Article VII. Claims

1. The Parties waive any claims against each other for damage to or loss of government property used by their armed forces and for injury (including injury resulting in death) suffered by their personnel, arising out of their official duties.

2. Paragraph 1 of this article shall not apply if the damage to or loss of government property or the injury (including injury resulting in death) suffered by personnel, as referred to in that paragraph, is the result of gross negligence or wilful misconduct.

3. Third party claims (other than contractual claims) for any loss, damage or injury caused by the personnel of the sending State shall be settled by the receiving State on behalf of the sending State, in accordance with the laws and regulations of the receiving State. Costs related to the settlement of any such claim shall be reimbursed by the sending State.

4. Third party claims for any loss, damage or injury caused by the personnel of either Party in the performance of their official duties shall be settled by the receiving State, also on behalf of the sending State, in accordance with the laws and regulations of the receiving State. Costs related to the settlement of any such claim shall be shared equally between the Parties.

Article VIII

(a) Medical and dental assistance

1. The personnel of the sending State shall be declared medically and dentally fit prior to taking part in activities in the receiving State.

2. The personnel of the sending State shall be granted emergency medical and dental assistance free of charge during their entire stay in the receiving State, in the framework of this Agreement.

3. All other medical and dental assistance, including hospitalization, shall be granted under the same conditions as those applicable to the personnel of the receiving State.

(b) Death

1. The authorities of the sending State present in the receiving State shall have the right to arrange for the repatriation of the remains of a deceased member of the personnel of the sending State, or those of a deceased family member, together with his or her personal effects, and may take the appropriate steps to that end.

2. An autopsy on the remains of a deceased member of the personnel of the sending State, or of a deceased family member, shall not be conducted without the consent of the authorities of that State and without a representative of that State being present.

3. The receiving State and the sending State shall cooperate to the fullest extent possible to ensure the repatriation, without delay, of the remains of any deceased member of the personnel of the sending State or of a family member.

Article IX. Detailed arrangements

Detailed arrangements concerning the performance of an activity may be made between the Ministries of Defence of the two Parties.

Article X. Settlement of disputes

Any dispute arising out of the application or implementation of this Agreement shall be settled through consultation between the competent authorities of the Parties, including, where appropriate, through the diplomatic channel.

Article XI. Duration and termination

1. This Agreement shall remain in force for a period of one (1) year.

2. Either Party may terminate this Agreement at any time, by giving three (3) months' written notice in advance to the other Party.

If the foregoing provisions are acceptable to the Government of the Kingdom of the Netherlands, the Ministry proposes that this note and the positive note of reply from the Embassy shall constitute an Agreement between the two Governments, which shall enter into force on the date of the reply from the Embassy.

Embassy of the Kingdom of the Netherlands
Yaoundé

II

EMBASSY OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS

Yaoundé, 16 October 2009

No. YAO/09/897

The Embassy of the Kingdom of the Netherlands at Yaoundé presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs, Cooperation, the Francophonie and Regional Integration of the Republic of Gabon and has the honour to refer to its note verbale No. 02317/MAECFIR/SG/DAJ of 3 August 2009, on the conclusion of an agreement concerning the status of civilian and military personnel of the Kingdom of the Netherlands in the Gabonese Republic, which reads as follows:

(See note I)

The Embassy of the Kingdom of the Netherlands has the honour to inform the Ministry of Foreign Affairs, Cooperation, the Francophonie and Regional Integration that the foregoing provisions are acceptable to the Government of the Kingdom of the Netherlands.

Consequently, the said note verbale from the Ministry and this note verbale from the Embassy shall constitute an Agreement between the Government of the Kingdom of the Netherlands and the Government of the Gabonese Republic, which shall enter into force on the date of the present note verbale.

The Embassy of the Kingdom of the Netherlands at Yaoundé takes this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs, Cooperation, the Francophonie and Regional Integration of the Gabonese Republic the assurances of its highest consideration.

Ministry of Foreign Affairs, Cooperation,
the Francophonie and Regional Integration of the Gabonese Republic
Libreville